

**Perceptions Contrastées sur
l'Économie dans la Communauté
Est-Africaine: Pourquoi les
Burundais sont-ils différents?**

Par Christophe Sebudandi et Alain Ndikumana

Février 2015

1. Introduction

Ce papier analyse de manière comparative les perceptions des citoyens burundais, kenyans, tanzaniens, et ougandais sur l'économie de leurs pays et leurs conditions de vie. Le Burundi ne disposant pas de données permettant une comparaison dans le temps, il a semblé judicieux de tenter une comparaison des résultats du sondage d'Afrobaromètre de 2012 avec ceux des pays voisins, au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), pour la même année. Cette comparaison est d'autant plus justifiée que la CAE est en train de tendre vers un marché unique avec la levée des barrières douanières, une monnaie unique, et même un peu plus tard vers une union politique.

Entre ces pays, il y a déjà beaucoup d'échanges économiques et démographiques depuis plusieurs décennies. Par sa situation d'enclavement, de dimension très réduite de son territoire et par conséquent de ses ressources, le Burundi est le pays le plus économiquement défavorisé, comme le montre le classement du Programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD, 2013), basé sur l'indice de développement humain. Ainsi, parmi ces quatre pays, le Kenya est le mieux classé, à la 145^{ème} position, la Tanzanie à la 152^{ème}, l'Ouganda à la 161^{ème}, et le Burundi assez loin à la 178^{ème} place.

En considérant le revenu national brut par habitant, c'est de nouveau le Kenya qui vient en tête (1.541 USD), suivi de la Tanzanie (1.383 USD), l'Ouganda (1.147 USD), et en dernière position le Burundi (544 USD). Si on se réfère aux proportions de la population vivant dans une extrême pauvreté, un élément essentiel qui peut influencer les perceptions des citoyens, le constat est le même: Le Kenya est le moins affecté, avec la frange la moins petite de 19,8%, suivi par l'Ouganda (31,2%), la Tanzanie (33,4%), et en dernière position le Burundi, avec 61,9% de la population vivant dans l'extrême pauvreté (PNUD, 2013).

Un paradoxe apparaît à l'analyse des perceptions sur l'économie dans ces quatre pays. Alors que les Burundais sont les moins nantis, ils paraissent moins pessimistes. A l'inverse, les Kenyans sont plus pessimistes alors que les conditions économiques de leur pays sont meilleures. Ce paradoxe pourrait-il s'expliquer par:

- 1) l'appartenance de la plupart des répondants burundais au parti au pouvoir, ou alors
- 2) les différences des niveaux d'instruction, le Burundi ayant le plus bas et le Kenya le plus élevé?

Le bas niveau d’instruction, impliquant un accès limité aux informations ou à la capacité d’analyse critique de celles-ci, pourrait-il constituer une barrière qui explique cet optimisme, non justifié par la réalité? L’analyse des questions économiques, à travers une comparaison des opinions publiques dans quatre pays de l’Afrique de l’Est, permet d’appréhender les dynamiques en cours dans la région.

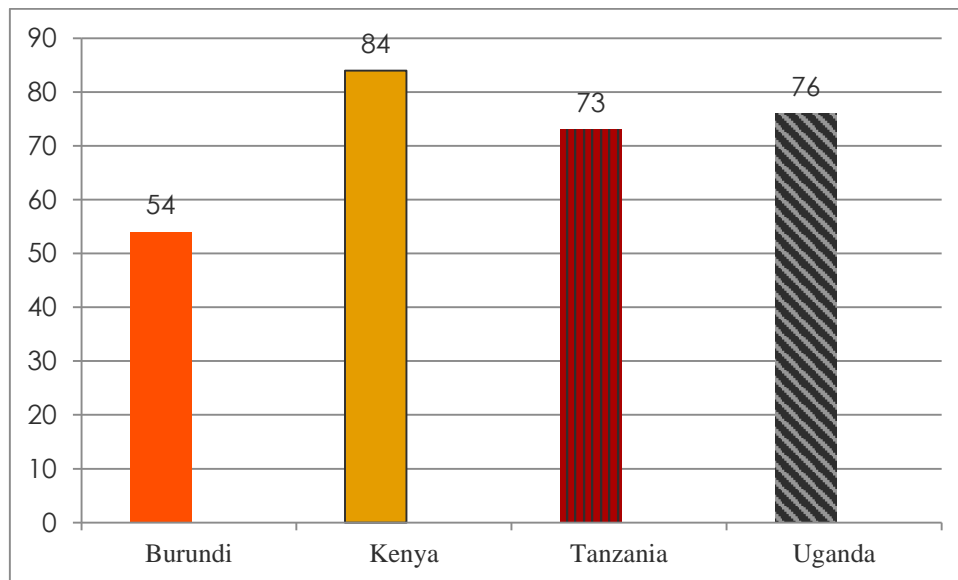
2. Les enquêtes d’Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche non partisane qui mène des enquêtes d’opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d’autres questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Cinq séries d’enquêtes ont été réalisées entre 1999 et 2013, et les enquêtes de la Série 6 sont actuellement en cours (2014-2015). Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l’échelle nationale de 1.200 à 2.400 adultes. Des échantillons de ces tailles donnent des résultats avec des marges d’erreur de +/-2% (pour 2.400 répondants) à +/-3% (pour 1.200 répondants) à un niveau de confiance de 95%.

3. Pessimisme global sur l’économie des pays

La comparaison des perceptions des citoyens du Burundi, du Kenya, de l’Ouganda, et de la Tanzanie sur l’économie de leur pays dégage une tendance générale empreinte de pessimisme (Figure 1). En moyenne, les citoyens des quatre pays pensent, à 74%, que les économies de leur pays vont mal, avec en tête les Kenyans (84%) et à la dernière position les Burundais (54%).

Figure 1: Pourcentages des citoyens percevant la situation économique de leur pays comme mauvaise | 4 pays



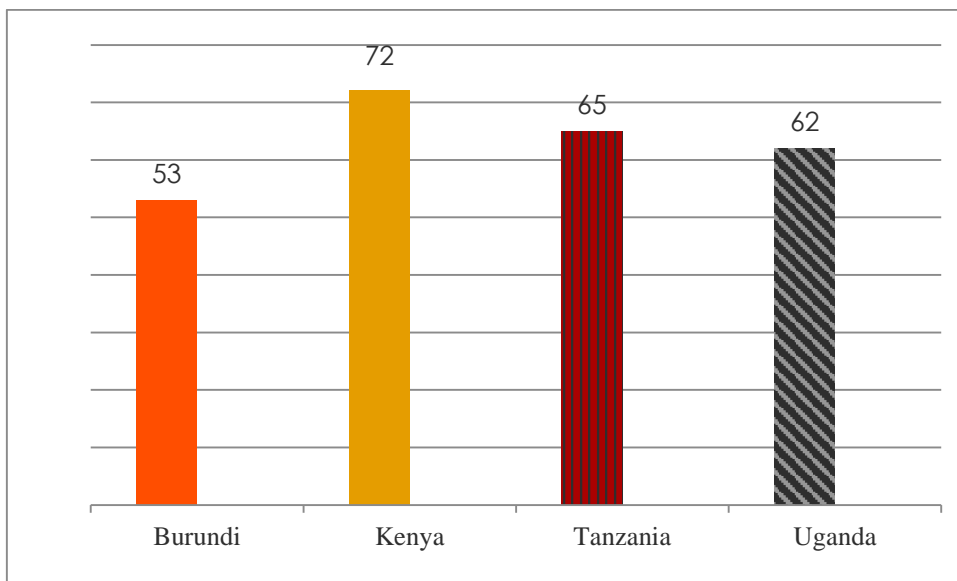
La question posée aux répondants: De manière générale, comment décririez-vous la situation actuelle du pays? (% disant « mal » ou « très mal »)

Le test de comparaison des proportions montre qu’il y a des différences significatives ($p < 0,05$) entre les perceptions des citoyens sur les conditions économiques de leur pays sauf entre les Tanzaniens et les Ougandais.

4. Les Burundais sont moins pessimistes alors que leurs conditions de vie sont les plus mauvaises

Relativement à la perception sur leurs propres conditions de vie, un pessimisme plus modéré s'observe, sauf dans le cas du Burundi, où les pourcentages restent presque inchangés (Figure 2). De nouveau, on voit que les Kenyans sont les plus mécontents, avec une proportion de 72% affirmant que leurs propres conditions de vie sont mauvaises. Comme précédemment ($p < 0,05$ sauf entre les Tanzaniens et les Ougandais), les franges d'Ougandais et de Tanzaniens qui affirment que leurs conditions de vie sont mauvaises sont proches, et en dernier lieu les Burundais, qui paraissent les moins pessimistes.

Figure 2: Pourcentages des citoyens qui affirment que leurs conditions de vie sont mauvaises | 4 pays

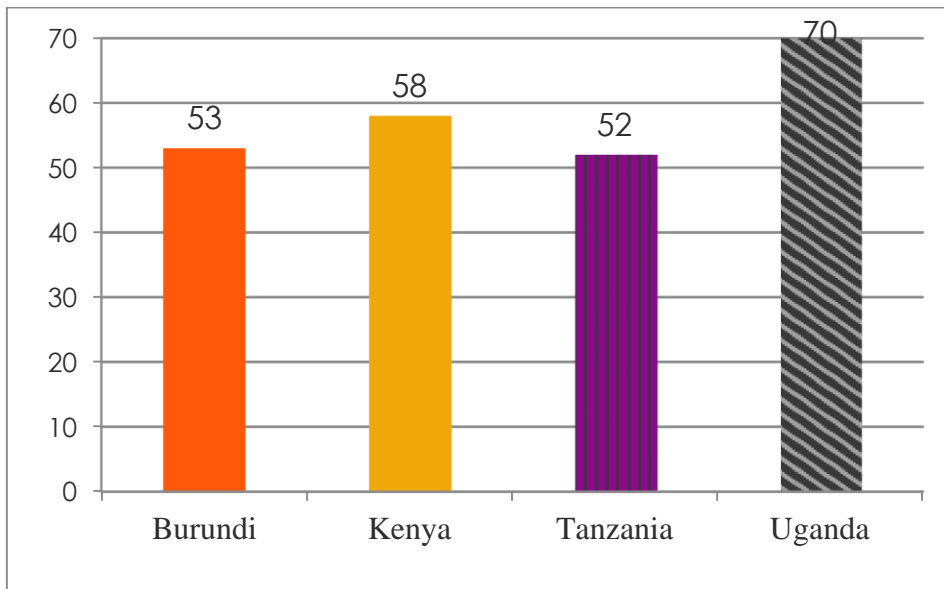


La question posée aux répondants: De manière générale, comment décririez-vous vos propres conditions de vie actuelles? (% disant « mal » ou « très mal »)

Pour les Burundais, la proximité des opinions sur les deux questions – situation du pays et conditions de vie personnelle – semble indiquer que dans leur perception le sort économique du pays est intimement lié à celui des citoyens. Ailleurs, les perceptions sur les deux questions accusent un écart de 11 à 12 points de pourcentage. C'est-à-dire qu'il y a une nette dissociation entre les conditions économiques du pays et celles des citoyens.

En comparant les perceptions des citoyens sur la situation économique de leur pays par rapport à l'année précédente, les différences entre les pays sont moins marquées. Dans chaque pays, une majorité pense que la situation s'est empirée (Figure 3), et en Ouganda la proportion atteint 70%.

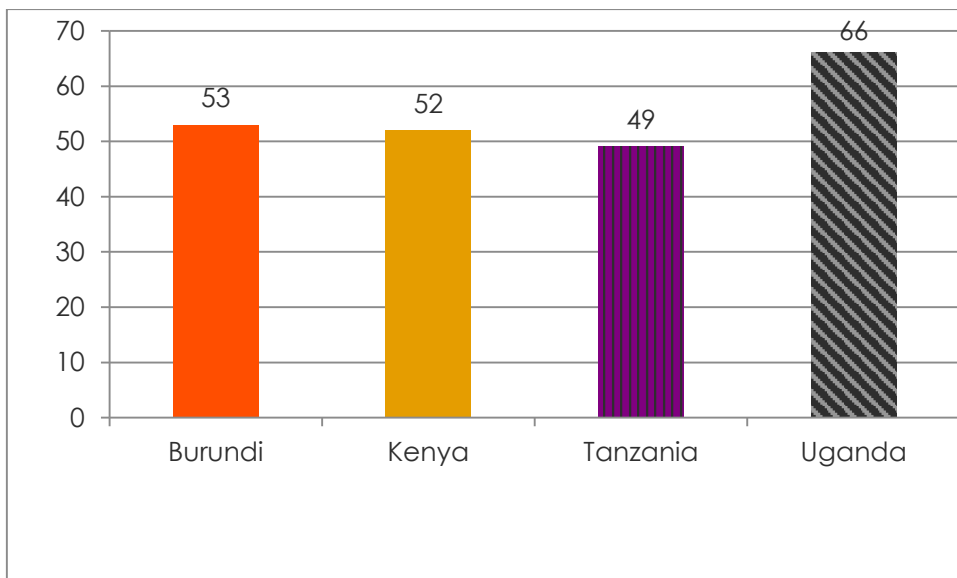
Figure 3: Pourcentages des personnes qui pensent que les conditions économiques sont pires par rapport à l'année précédente | 4 pays



La question posée aux répondants: *Par rapport à la même période de l'année dernière, comment évaluez-vous les conditions actuelles du pays? (% disant « bien pires » ou « pires »)*

Les constats sont quasi identiques lorsqu'on évoque l'évolution des conditions de vie des citoyens en l'espace d'une année (Figure 4).

Figure 4: Pourcentages des citoyens affirmant que leurs conditions de vie sont pires par rapport à l'année précédente | 4 pays



La question posée aux répondants: *Par rapport à l'année dernière (c'est-à-dire il y a 12 mois), comment évaluez-vous vos propres conditions de vie actuelles? (% disant « bien pires » ou « pires »)*

5. Des résultats paradoxaux

Les résultats obtenus paraissent paradoxaux si on compare les niveaux de pessimisme affichés dans chaque pays par rapport aux performances économiques réelles de ces pays et aux conditions de vie des citoyens. La question qui se pose est de savoir pourquoi les Burundais,

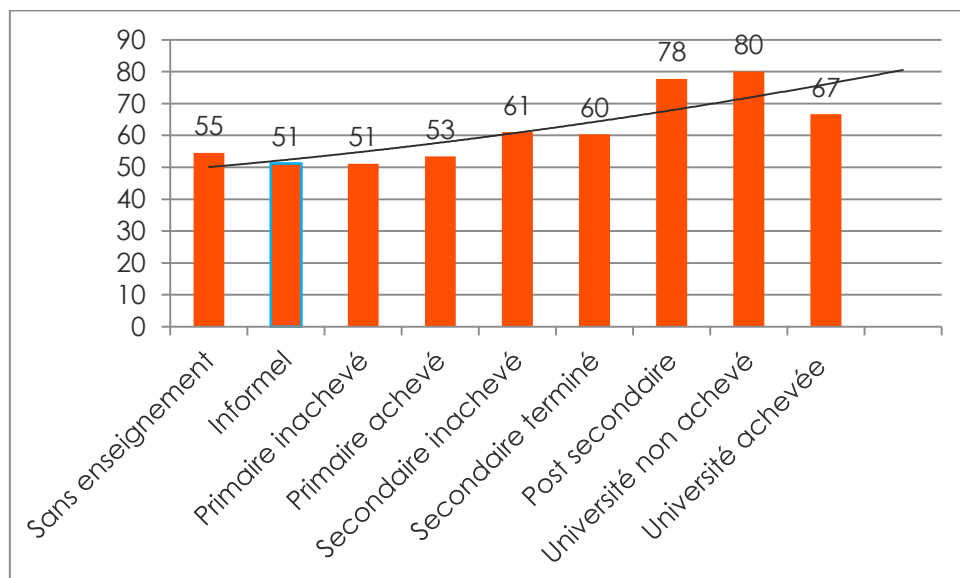
qui au vu de leur situation réelle devraient se plaindre le plus, sont les moins mécontents et les Kenyans, qui paraissent les plus nantis, sont les plus pessimistes.

La réponse à cette question n'est certainement pas aisée et nécessite une étude plus approfondie. Il est fort probable que l'explication passe par l'exploration de plusieurs variables comprenant des aspects politiques, économiques, et sociales. Dans ce contexte, nous avons essayé d'analyser quelques variables caractéristiques des répondants, en particulier la variable politique et le niveau d'instruction.

La première hypothèse est que l'optimisme relatif des Burundais vis-à-vis de l'économie du pays et de leurs conditions économiques serait lié à l'appartenance politique. Plus spécialement, les membres du parti au pouvoir seraient nombreux à dire que l'économie va bien pour éviter de critiquer négativement le bilan de leur parti. L'analyse suivant la variable « appartenance politique » montre que 48% des membres du Conseil National pour la Défense de la Démocratie – Forces de Défense de la Démocratie (parti au pouvoir au Burundi depuis 2005) disent que les conditions économiques sont mauvaises, et représentent 49% des répondants ayant donné cette réponse. Cet optimisme n'est donc pas fortement lié à l'appartenance politique, puisque presque la moitié des membres de ce parti déplorent la situation économique du pays et la leur.

La seconde hypothèse posée est liée au niveau d'études. Dans ce cas, les moins instruits seraient plus optimistes car n'ayant pas accès aux informations ou ayant une faible capacité critique leur permettant de fonder une opinion critique sur comparaison avec de contextes différents. Pour tester cette hypothèse, l'analyse a porté sur les composantes des répondants ayant affirmé que leurs conditions de vie sont mauvaises, en procédant à une désagrégation par niveau d'études (Figure 5).

Figure 5: Perceptions négatives des conditions de vie | par niveau d'instruction



La question posée aux répondants: De manière générale, comment décririez-vous vos propres conditions de vie actuelles? (% disant « mal » ou « très mal »)

L'appréciation négative des conditions économiques semble liée au niveau d'instruction. Plus le niveau augmente, plus on devient critique. Le constat est que les catégories les moins critiques sont celles qui ont le niveau primaire ou moins. Parmi eux, la proportion qui répond que les conditions sont mauvaises est dans la fourchette 51% à 55%. Étant donné la prédominance de ces catégories parmi les répondants (79%), le pourcentage global de ceux

qui affirment que leurs conditions de vie sont mauvaises se retrouve inévitablement dans cet intervalle (53%). Egalement, le test de khi-2 de Pearson montre que le niveau d'appréciation des conditions économiques du pays diffère par rapport au niveau d'instruction ($p < 0,05$).

Ceci s'aligne avec les données sur les niveaux d'instruction dans les quatre pays. En effet, une analyse des niveaux d'instruction sur base de la durée moyenne de scolarisation (PNUD, 2013) dans les quatre pays montre que le Kenya vient en tête avec une moyenne de scolarisation de 7.0 ans, suivi de la Tanzanie avec 5,1, puis de l'Ouganda à 4,7, et en queue de peloton le Burundi avec 2,7.

6. Conclusion

De manière globale, les citoyens de l'Afrique de l'Est sont pessimistes sur l'économie de leur pays et leurs propres conditions de vie. Paradoxalement, pour le Burundi, dont l'économie et les conditions de vie sont de loin les plus mauvaises, les citoyens sont les moins pessimistes de tous, alors que pour le Kenya, dont les conditions sont les meilleures, les citoyens sont les moins satisfaits.

Ce paradoxe nous a conduit à formuler deux hypothèses, la première sur l'appartenance politique des personnes qui influent sur cette tendance et la seconde concernant leurs niveaux d'études. En vérifiant les deux hypothèses, une relation s'établit entre les opinions dégagées sur cette question et le niveau de formation. Or, les Burundais, qui sont les plus optimistes, sont ceux qui ont le niveau d'instruction le plus bas des quatre pays comparés.

Mais peut-être que cet optimisme relatif serait lié à d'autres facteurs. On peut suggérer que les Burundais, dont la majorité sont des ruraux, seraient aussi satisfaits du retour progressif de la sécurité, qui fait qu'ils peuvent de nouveau vaquer à leurs activités champêtres et récolter en toute sécurité ce qu'ils ont semé. C'est peut-être aussi la raison pour laquelle 51% des Burundais affirment que le pays va dans la bonne direction.

Références

Banque Africaine de Développement. (2012a). Perspectives économiques en Afrique 2012. www.africaeconomicoutlook.org.

Banque Africaine de Développement. (2012b). Perspectives économiques du Burundi. <http://www.afdb.org/fr/countries/east-africa/burundi/burundi-economic-outlook>.

Programme des Nations Unies pour le Développement. (2013). Rapport sur le développement humain 2013: L'essor du sud: Le progrès humain dans un monde diversifié. http://www.dj.undp.org/content/dam/djibouti/docs/omd/HDR_2013_FR.pdf.

République du Burundi. (2012). Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté.

Dr. Christophe Sebudandi est directeur exécutif du Groupe de Recherche et d'Appui au Développement des Initiatives Démocratiques (GRADIS) à Bujumbura, Burundi. Email: csebudandi@yahoo.fr.

Alain Ndikumana est statisticien et membre de GRADIS.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Afrobaromètre est soutenu financièrement par le Département britannique pour le développement international (DFID), l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque Mondiale, et la Fondation Mo Ibrahim.

Pour plus d'informations, veuillez visiter www.afrobarometer.org.